

DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE DROIT DES CONFLITS ARMÉS

Table des Matières

Préface.....	v
Format de l'étude	vi
Méthode de travail.....	vii
LEÇON 1: INTRODUCTION GÉNÉRALE AU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE: DÉFINITION ET CHAMP D'APPLICATION.....	1
1.1 Définition générale du Droit international humanitaire (DIH)	
1.2 Origine du Droit International humanitaire	
1.3 Le développement progressif du DIH (1864-2000)	
1.4 La place du DIH au sein du Droit international public	
1.5 Les sources du Droit international humanitaire	
1.6 Le champ d'application matériel du DIH: Quand le DIH s'applique-t-il?	
Test de fin de leçon	
LEÇON 2: PROTECTION DES VICTIMES D'UN CONFLIT ARMÉ INTERNATIONAL.....	25
2.1 Introduction	
2.2 Dispositions communes aux quatre Conventions de Genève de 1949 et au Protocole Additionnel I de 1977	
2.3 Protection des blessés, des malades et des naufragés	
2.4 Réglementation sur la protection des prisonniers de guerre	
2.5 Protection des personnes et des populations civiles	
Test de fin de leçon	
LEÇON 3: RÈGLES APPLICABLES AUX CONFLITS ARMÉS NON INTERNATIONAUX.....	47
3.1 Introduction	
3.2 Le concept de conflit armé non international	
3.3 Le développement des règles applicables aux conflits armés non internationaux	
3.4 Champs d'application	
3.5 Règles de fonds	
Test de fin de Leçon	
LEÇON 4: RÈGLES SUR LA CONDUITE DES HOSTILITÉS.....	63
4.1 Introduction	
4.2 Principes fondamentaux du droit relatif à la conduite des hostilités	
4.3 Limitations des méthodes de combat	
4.4 Limitations des moyens de combat	
Test de fin de leçon	

LEÇON 5: LA MISE EN ŒUVRE DU DIH.....	77
5.1 Introduction	
5.2 Mesures préventives à prendre dès le temps de paix	
5.3 Mesures pour assurer le respect du DIH pendant les conflits armés	
5.4 La répression des violations du DIH	
5.5 La mise en œuvre du DIH dans les conflits armés non internationaux	
5.6 Les facteurs non juridiques qui contribuent au respect du Droit international humanitaire	
Test de fin de Leçon	
 LEÇON 6: DROIT DES DROITS DE L'HOMME ET DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE.....	 99
6.1 Introduction	
6.2 Sources, origines et développement du Droit des Droits de l'Homme (DDH) et du DIH	
6.3 Similitudes et différences entre le DDH et le DIH	
6.4 Règles de fonds et droits protégés	
6.5 Mise en œuvre du DDH et du DIH	
6.6 Annexes	
Test de fin de Leçon	
 LEÇON 7: APPLICABILITÉ DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE AUX FORCES DE MAINTIEN ET D'IMPOSITION DE LA PAIX.....	 115
7.1 Introduction	
7.2 Opérations de maintien et d'imposition de la paix des Nations Unies	
7.3 Applicabilité du Droit international humanitaire aux opérations de maintien de la paix	
7.4 Applicabilité du Droit international humanitaire aux opérations d'imposition de la paix	
7.5 Annexes	
Test de fin de leçon	
 LEÇON 8: LE RÔLE JOUÉ PAR LE CICR DANS LA MISE EN ŒUVRE DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE.....	 145
8.1 Structure, statut, et mandat du CICR	
8.2 Les tâches du CICR selon les Conventions de Genève et leurs Protocoles Additionnels	
8.3 Les tâches statutaires du CICR	
8.4 Les différents types d'activités du CICR	
8.5 Faits et chiffres — le CICR dans le monde	
8.6 Le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	
Test de fin de leçon	
 Bibliographie	 159
Instructions pour l'examen de fin de cours	163

Institut de formation aux opérations de paix

Cher(e) étudiant(e) :

Je me réjouis de votre inscription à ce cours par correspondance *Droit international humanitaire et Droit des conflits armés*. L'auteur du cours, M. Antoine A. Bouvier, est un expert reconnu dans le domaine du Droit international humanitaire et il a écrit un cours approfondi, détaillé et instructif.

Les étudiants familiers avec les autres cours proposés par l'Institut de formation aux opérations de paix verront immédiatement que ce cours est différent de tous les autres cours que nous avons produits jusqu'à aujourd'hui. Ce cours traite de questions très complexes. Quels sont les droits des individus en temps de conflit armé? Quelles protections existent pour les civils? Quels sont les droits et les protections dont bénéficient les réfugiés, les personnes déplacées ou les prisonniers de guerre? Quels sont les droits et les protections des combattants? Comment s'articulent les droits des nations pour se défendre lorsqu'elles sont attaquées? Comment les conflits armés devraient-ils être menés? Ces questions portent sur les moyens fondamentaux par lesquels les nations s'engagent et d'une certaine manière définissent le concept de ce que signifie être civilisé. Ce cours a pour objectif de traiter ces questions du point de vue du Droit international, spécifiquement du Droit international humanitaire.

Les problèmes soulevés dans toute discussion de Droit international humanitaire seront complexes et difficiles et les questions n'auront pas de réponse facile. Il n'y aura pas non plus d'accord unanime entre les nations, les organisations ou les individus. Il y a quelques questions de DIH pour lesquelles le Comité International de la Croix Rouge et les Nations Unies ont pris des positions différentes. Pourtant, l'auteur de ce cours est Conseiller Juridique au CICR et l'éditeur de ce cours est le Directeur exécutif de l'Institut de formation aux opérations de paix. Nous avons essayé d'écrire un cours équilibré qui reconnaisse les différentes opinions des deux organisations. Rien de ce qui est dit dans ce cours ne doit être compris comme étant la position ou la politique officielle des Nations Unies ou du CICR. Ce cours a un but éducatif, il n'a pas pour but de promouvoir des positions officielles, et par conséquent il ne devrait pas être cité comme le discours officiel du CICR ou de l'ONU.

Je souhaite à chaque étudiant beaucoup de succès dans l'étude de ce cours. Je vous félicite de votre intérêt pour l'étude du Droit international humanitaire et du Droit des conflits armés.

Meilleurs sentiments,



Harvey J. Langholtz, Ph.D.,
Directeur exécutif

Institut de formation aux opérations de paix

FORMAT D'ÉTUDE

Ce cours est conçu pour une étude indépendante
à un rythme déterminé par l'étudiant

Le format du cours et le matériel mis à disposition permettent:

- UNE ÉTUDE PAR MODULE
- LA FACILITÉ DE RÉVISION
- UN APPRENTISSAGE PROGRESSIF

RESPONSABILITÉ DE L'ÉTUDIANT

L'étudiant est responsable de/d':

- Apprendre la matière du cours
- Compléter l'examen de fin de cours
- Soumettre l'examen de fin de cours

**Merci de consulter votre courriel de confirmation d'inscription,
ou bien la fin de ce cours pour les instructions relatives
à la façon de passer votre examen.**

MÉTHODE D'ÉTUDE

Vous trouverez ci-dessous des suggestions pour aborder ce cours. Bien que l'étudiant puisse avoir des approches alternatives qui se révèlent efficaces, les conseils suivants ont fonctionné pour beaucoup.

- Avant de commencer à étudier, passez en revue le texte du cours en entier. Notez les objectifs des leçons, ce qui vous donnera une idée de ce qui sera examiné lorsque vous aurez terminé le cours.
- Le contenu doit être direct et logique. Au lieu de mémoriser des détails individuels, efforcez-vous de comprendre les concepts et les perspectives globales.
- Mettez en place des lignes de conduite sur la manière dont vous voulez gérer votre temps.
- Étudiez le contenu de la leçon. Au début de chaque leçon, orientez-vous vers les points principaux. Si vous le pouvez, lisez le texte deux fois afin de vous assurer une compréhension et un apprentissage maximum et laissez passer du temps entre les lectures.
- Quand vous finissez une leçon, prenez le temps de revoir les points principaux de chaque leçon. Pour toute erreur, retournez voir la section correspondante de la leçon et relisez-la. avant de continuer, soyez conscient des éléments qui vous ont conduit à l'erreur.
- Après avoir étudié toutes les leçons, prenez le temps de revoir les points principaux de chaque leçon. Puis, pendant que le cours est encore frais dans votre esprit, passez l'examen final. Il est généralement préférable de passer l'examen final en une seule fois.
- Votre examen sera noté et si vous obtenez une note de 75% ou plus, il vous sera remis un Certificat de réussite du Cours. Si vous obtenez une note inférieure à 75% vous aurez l'opportunité de passer une deuxième version de l'examen final.

LEÇON 1

INTRODUCTION GÉNÉRALE AU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE: DÉFINITION ET CHAMP D'APPLICATION

- 1.1 Définition générale du Droit international humanitaire (DIH)
- 1.2 Origine du Droit international humanitaire
- 1.3 Le développement progressif du DIH (1864-2000)
- 1.4 La place du DIH au sein du Droit international public
- 1.5 Les sources du Droit international humanitaire
- 1.6 Le champ d'application matériel du DIH:
Quand le DIH s'applique-t-il?

Test de fin de leçon

OBJECTIFS DE LA LEÇON

Cette leçon va fournir un aperçu des origines et du développement du Droit international humanitaire. On se concentrera sur la création du Droit international humanitaire et on examinera les principes généraux sur lesquels sont basées les règles régissant les moyens et méthodes de conflit. La leçon examinera les différents types de conflits armés.

A la fin de la leçon 1 l'étudiant devra être capable de remplir les objectifs suivants:

- Comprendre le développement du Droit international humanitaire coutumier
 - Comprendre l'histoire de la codification du DIH
 - Décrire comment le DIH se rattache au Droit international public
 - Expliquer les différences entre *jus ad bellum* et *jus in bello*
 - Comprendre la définition du Droit international humanitaire
 - Comprendre le développement historique du Droit international humanitaire jusqu'à la Convention de Genève de 1864
 - Retracer le développement du DIH depuis 1864
 - Reconnaître les différences le Droit de Genève et le Droit de La Haye
 - Comprendre comment le Droit international humanitaire trouve ses sources dans le Droit international public
-

1.1 Définition générale du Droit international humanitaire (DIH)

L'expression "Droit international humanitaire applicable aux conflits armés" s'entend des règles internationales, d'origine conventionnelle ou coutumière, qui sont spécifiquement destinées à régler les problèmes humanitaires découlant directement des conflits armés, internationaux ou non, et restreignent, pour des raisons humanitaires, le droit des Parties au conflit d'utiliser les méthodes et moyens de guerre de leur choix ou protègent les personnes et les biens affectés, par le conflit. On abrègera par l'expression Droit international humanitaire ou droit humanitaire.¹

1.2 Origine du Droit international humanitaire

L'objet principal de cette leçon sera d'étudier le Droit international humanitaire contemporain. Néanmoins, il est nécessaire d'examiner brièvement l'évolution de ce corps de Droit. Même à des époques anciennes il y avait d'intéressantes – quoique rudimentaires – coutumes qui seraient aujourd'hui classées comme humanitaires. Il est intéressant de noter que le contenu et le but de ces coutumes étaient les mêmes pour presque toutes les civilisations du monde. Cette création spontanée de normes humanitaires, à des moments différents et parmi des gens ou des Etats qui possédaient entre eux des moyens de communication limités, est un phénomène important.

Ce phénomène accroît la crédibilité des postulats historiques suivants :

- La nécessité d'avoir des règles applicables aux conflits armés;
- L'existence dans de nombreuses civilisations du sentiment selon lequel, dans certaines circonstances, les êtres humains, amis ou ennemis, doivent être protégés et respectés.

Bien que la doctrine s'accorde généralement sur le fait que le DIH soit né en 1864 avec l'adoption de la Première Convention de Genève, il est aussi clair que les règles contenues dans cette Convention n'étaient pas complètement nouvelles. En réalité, une grande partie de la Première Convention de Genève trouve sa source dans le Droit international coutumier préexistant. En fait, on peut trouver des règles protégeant certaines catégories de victimes des conflits armés et des coutumes concernant les moyens et méthodes de combat autorisés ou interdits dès 1000 avant JC.

Malgré le fait que ces règles très anciennes et souvent rudimentaires n'aient pas été établies pour des raisons humanitaires, mais plutôt pour des raisons économiques, leurs *effets* étaient humanitaires.

¹ Définition élaborée par le Comité International de la Croix Rouge et généralement acceptée. Source: Commentaire des Protocoles additionnels du 8 Juin 1977, CICR, Genève, 1986, p. XXVII.

Par exemple:

- L'interdiction d'empoisonner des puits (réaffirmé à La Haye en 1899) était à l'origine prévue pour faciliter l'exploitation des zones conquises;
- La première justification de l'interdiction de tuer les prisonniers de guerre (réaffirmée et développée dans la Troisième Convention de Genève de 1949) consistait à préserver la vie de futurs esclaves ou de faciliter l'échange de prisonniers.

On trouve de telles interdictions dans de nombreuses civilisations différentes, à travers le monde et à travers l'histoire. Par exemple dans de nombreux endroits d'Afrique il y avait des règles spécifiques concernant le commencement des hostilités entre différents peuples qui correspondent, en grande partie, à l'obligation traditionnelle européenne de déclarer la guerre. En outre, dans un traité appelé "Les Arts de la Guerre", écrit en 500 avant J-C, l'écrivain chinois Sun Tzu exprimait l'idée que les guerres doivent être limitées aux nécessités militaires, et que les prisonniers de guerre, les blessés, les malades et les civils devaient être épargnés. De la même manière, on trouve des règles similaires dans le sous-continent indien. Par exemple, dans le *Code de Manu*, écrit en 200 avant J-C, on trouve des règles sur le comportement dans les combats. Le Code déclarait que les armes barbelées ou empoisonnées étaient interdites, que les soldats blessés devaient être soignés, et que les combattants qui se rendent doivent être épargnés.

Ces exemples de coutumes humanitaires dans diverses civilisations montrent que, même si les Conventions de Genève et La Haye n'étaient pas universelles au départ, puisqu'elles ont été rédigées par des juristes et des diplomates appartenant à la culture européenne judéo-chrétienne, leur esprit est presque universel, puisqu'on trouve les principes qu'elles contiennent dans des systèmes de pensée très différents – Européens et non-européens.

L'histoire culturelle de l'Europe fournit des exemples tant d'humanité que de barbarisme. Le premier développement significatif du droit de la guerre apparaît en 300 avant JC, avec l'école philosophique grecque appelée "stoïcisme". Cette école préconisait un chemin vers l'humanité à travers la compréhension, la compassion, le besoin de comprendre et de se respecter les uns les autres.

Entre le 16^e et le 18^e siècle, à la Renaissance et l'Age des lumières, une pratique humanitaire intéressante s'est développée en Europe. Fréquemment, les combattants se rencontraient avant le combat et décidaient de lignes de conduite à respecter pendant la bataille. Ces accords spéciaux pouvaient par exemple établir l'observation d'un armistice deux jours par semaine, l'obligation de ramasser les blessés, ou l'engagement de libérer les prisonniers à la fin de la guerre. Bien que ces accords soient conclus ponctuellement, et qu'ils aient un champ d'application limité, de tels précédents ont joué un rôle très important dans la création du DIH.

Dans cette perspective historique les origines documentées du DIH se sont développées au milieu du 19^e siècle. Jusqu'à cette époque, la pratique acceptée des règles de guerre reflétait les théories de philosophes, de prêtres ou de juristes inscrites dans des accords locaux ou spéciaux. Néanmoins ces coutumes étaient géographiquement limitées et il n'y avait pas de règles internationales (les Etats n'étaient pas nés) ou universelles. Le premier traité universel de Droit Humanitaire est la Convention de Genève de 1864.

Comment et pourquoi la Convention de 1864 est-elle née?

La véritable naissance du DIH peut être retracée à la bataille de Solferino, un engagement sanglant entre les Français et les Autrichiens qui s'est déroulé dans le Nord de l'Italie en 1859. Témoin de ce carnage, un homme d'affaire de Genève, Henry Dunant, fut épouvanté non pas tant par la violence de la bataille que par la situation désespérée et misérable des blessés laissés sur le champ de bataille. Avec l'aide de la population locale, Dunant décida immédiatement de relever et soigner les blessés.

De retour à Genève, Dunant publia en 1862 un petit livre, *Un souvenir de Solferino*, dans lequel il décrit précisément les horreurs de la bataille :

" Le soleil du 25 éclaira l'un des spectacles les plus affreux qui se puissent présenter à l'imagination. Le champ de bataille est partout couvert de cadavres d'hommes et de chevaux; les routes, les fossés, les ravins, les buissons, les prés sont parsemés de corps morts (...). Les malheureux blessés qu'on relève pendant toute la journée sont pâles, livides, anéantis; les uns, et plus particulièrement ceux qui ont été profondément mutilés, ont le regard hébété et paraissent ne pas comprendre ce qu'on leur dit, ils attachent sur vous des yeux hagards, mais cette prostration apparente ne les empêche pas de sentir leurs souffrances; les autres sont inquiets et agités par un ébranlement nerveux et un tremblement convulsif; ceux-là, avec des plaies béantes où l'inflammation a déjà commencé à se développer, sont comme fous de douleur, ils demandent qu'on les achève, et ils se tordent, le visage contracté, dans les dernières étreintes de l'agonie."²

Dans son livre, Dunant décrit non seulement la bataille, mais il essaie de suggérer des mesures pratiques destinées à améliorer le sort des victimes de guerre. Celles-ci peuvent être résumées comme suit:

- 1) Que des sociétés de secours volontaires soient établies dès le temps de paix dans tous les pays afin de servir, en période de conflit, d'auxiliaires aux services médicaux militaires.
- 2) Que les Etats concluent un traité international garantissant légalement la protection des blessés militaires et du personnel médical qui leur porte secours.
- 3) Qu'un signe international d'identification et de protection du personnel sanitaire et des installations sanitaires soit adopté.

Ces trois propositions étaient simples. Elles ont eu des conséquences profondes et durables.

- Tout le système des Sociétés Nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (il y en a aujourd'hui 183 dans le monde)³ découle de la première proposition;
- La seconde proposition donna naissance à la "Première convention de Genève" en 1864;
- La troisième proposition conduisit à l'adoption de l'emblème protecteur de la croix rouge et du croissant rouge.

² *Un Souvenir de Solférino*, CICR, Genève, 1990, p. 41.

³ Au 1^{er} mars 2006, voir site Internet du CICR pour d'autres mises à jour (<http://www.cicr.org>).

Le livre de Dunant remporta un succès énorme à travers l'Europe. Alors même qu'il ne présentait pas des idées complètement nouvelles, la valeur du livre est due en grande partie au fait que son message apparaissait au moment opportun.

A cette époque existait à Genève une organisation privée de bienfaisance : La Société Genevoise d'Utilité Publique. Son président, Gustave Moynier, fut impressionné par le livre de Dunant et proposa aux membres de la Société qu'ils essaient de mettre en œuvre les propositions de Dunant. Cette suggestion fut acceptée et cinq membres de la Société, Messieurs Dunant, Moynier, Dufour, Appia et Maunoir créèrent un comité spécial, le « Comité international pour l'aide aux militaires blessés. » Ce Comité deviendra, 15 ans après, le Comité International de la Croix Rouge (CICR).

En 1863, le Comité rassembla des experts médicaux et militaires pour une conférence à Genève. Le but de cette rencontre était d'examiner la faisabilité et le réalisme des propositions faites par Dunant. Les résultats de cette rencontre furent encourageants et les membres du Comité persuadèrent le Conseil Fédéral Suisse de réunir une conférence diplomatique, dont la tâche consisterait à donner une forme légale aux propositions de Dunant.

A cette fin une conférence diplomatique fut organisée en 1864 à Genève et les 16 Etats représentés adoptèrent finalement la « Convention de Genève du 22 août 1864 pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne. » Il s'agit du premier traité international ouvert à la ratification universelle dans lequel les Etats s'engagèrent volontairement à limiter leur propre pouvoir en faveur des individus. Pour la première fois, les conflits armés devenaient réglementés par du Droit écrit, général.

La naissance du Droit international humanitaire moderne

En 10 articles concis la Convention de Genève a donné une forme légale aux propositions de Dunant et a créé un statut spécial pour le personnel médical. Le fait que cette conférence ait duré moins de 10 jours donne une indication claire du soutien général accordé aux propositions.

La Convention d'origine a naturellement été remplacée par des traités plus modernes, plus étendus et plus détaillés. Toutefois elle illustre d'une manière concise les objectifs centraux des traités de droit humanitaire.

Le texte original de la Convention est reproduit ci-dessous:

Convention de Genève du 22 août 1864 pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne. Genève, 22 août 1864.

ARTICLE 1. - Les ambulances et les hôpitaux militaires seront reconnus neutres, et, comme tels, protégés et respectés par les belligérants, aussi longtemps qu'il s'y trouvera des malades ou des blessés.

La neutralité cesserait si ces ambulances ou ces hôpitaux étaient gardés par une force militaire.

ART. 2. - Le personnel des hôpitaux et des ambulances, comprenant l'intendance, le Service de santé, d'administration, de transport des blessés, ainsi que les aumôniers, participera au bénéfice de la neutralité lorsqu'il fonctionnera, et tant qu'il restera des blessés à relever ou à secourir.

ART. 3. - Les personnes désignées dans l'article précédent pourront, même après l'occupation par l'ennemi, continuer à remplir leurs fonctions dans l'hôpital ou l'ambulance qu'elles desservent, ou se retirer pour rejoindre le corps auquel elles appartiennent.

Dans ces circonstances, lorsque ces personnes cesseront leurs fonctions, elles seront remises aux avant-postes ennemis par les soins de l'armée occupante.

ART. 4. - Le matériel des hôpitaux militaires demeurant soumis aux lois de la guerre, les personnes attachées à ces hôpitaux ne pourront, en se retirant, emporter que les objets qui seront leur propriété particulière.

Dans les mêmes circonstances, au contraire, l'ambulance conservera son matériel.

ART. 5. - Les habitants du pays qui porteront secours aux blessés seront respectés et demeureront libres. Les généraux des Puissances belligérantes auront pour mission de prévenir les habitants de l'appel fait à leur humanité, et de la neutralité qui en sera la conséquence.

Tout blessé recueilli et soigné dans une maison y servira de sauvegarde. L'habitant qui aura recueilli chez lui des blessés sera dispensé du logement des troupes, ainsi que d'une partie des contributions de guerre qui seraient imposées.

ART. 6. - Les militaires blessés ou malades seront recueillis et soignés, à quelque nation qu'ils appartiennent. Les commandants en chef auront la faculté de remettre immédiatement aux avant-postes ennemis les militaires ennemis blessés pendant le combat, lorsque les circonstances le permettront et du consentement des deux partis. Seront renvoyés dans leur pays ceux qui, après guérison, seront reconnus incapables de servir. Les autres pourront être également renvoyés, à condition de ne pas reprendre les armes pendant la durée de la guerre. Les évacuations, avec le personnel qui les dirige, seront couvertes par une neutralité absolue.

ART. 7. - Un drapeau distinctif et uniforme sera adopté pour les hôpitaux, les ambulances et les évacuations. Il devra être, en toute circonstance, accompagné du drapeau national. Un brassard sera également admis pour le personnel neutralisé, mais la délivrance en sera laissée à l'autorité militaire. Le drapeau et le brassard porteront croix rouge sur fond blanc.

ART. 8. - Les détails d'exécution de la présente Convention seront réglés par les commandants en chef des armées belligérantes, d'après les instructions de leurs gouvernements respectifs, et conformément aux principes généraux énoncés dans cette Convention.

ART. 9. - Les Hautes Puissances contractantes sont convenues de communiquer la présente Convention aux gouvernements qui n'ont pu envoyer des plénipotentiaires à la Conférence internationale de Genève, en les invitant à y accéder ; le protocole est à cet effet laissé ouvert.

ART. 10. - La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berne, dans l'espace de quatre mois, ou plus tôt si faire se peut. En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Genève, le vingt-deuxième jour du mois d'août de l'an mil huit cent soixante-quatre.

Deux ans après son adoption, la Convention avait prouvé sa valeur sur le champ de bataille. En 1882, 18 ans après son adoption, elle avait été universellement ratifiée.

1.3 Le développement progressif du DIH (1864-2000)

Le schéma 1-1 ci-dessous illustre les étapes clés du développement du DIH depuis l'adoption de la Convention de Genève de 1864. Un examen minutieux et détaillé du développement du DIH après 1864 serait au-delà de l'objet de ce cours par correspondance. Toutefois l'étudiant devrait connaître les caractéristiques principales qui ont marqué cette évolution:

- L'élargissement constant des catégories de victimes de guerre protégées par le droit humanitaire (blessés militaires, malades et naufragés, prisonniers de guerre, civils dans les territoires occupés, enfin l'ensemble de la population civile), mais aussi l'expansion des situations dans lesquelles les victimes sont protégées (conflits armés internationaux et non-internationaux);
- La mise à jour et la modernisation régulière des traités, pour prendre en compte les réalités des conflits récents. Par exemple, les règles protégeant les blessés adoptées en 1864 ont été révisées en 1906, 1929, 1949 et 1977.

Deux courants juridiques, séparés jusqu'en 1977, ont contribué à cette évolution:

- Le **Droit de Genève**, qui concerne surtout la protection des victimes de conflits armés – *i.e.* les non-combattants et ceux qui ne prennent plus part aux hostilités; et
- Le **Droit de La Haye**, dont les dispositions portent sur les limitations et interdictions de certains moyens et méthodes de combat.

Ces deux courants juridiques ont fusionné avec l'adoption des deux Protocoles additionnels de 1977, qui contiennent à la fois des règles relatives à la protection des victimes et des dispositions relatives aux méthodes de combat.

Schéma 1-1

FORMATION DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

1000 av. J-C	Formation des premières coutumes humanitaires
	Formation de coutumes humanitaires régionales (partout dans le monde)
	Conclusion de traités contenant des clauses humanitaires (Clauses sur la paix, les armistices, les capitulations)
1864	Première Convention de Genève
1868	Déclaration de Saint-Pétersbourg
1899	Conventions de La Haye
1906	Révision de la Première Convention de Genève
1907	Conventions de La Haye
1925	Protocole de Genève sur les armes chimiques
1929	"Première" et "Troisième" Conventions de Genève
1949	1^{re}, 2^e, 3^e, et 4^e Conventions de Genève + Art. 3 Commun *
1954	Convention pour la protection des biens culturels
1977	Protocoles Additionnels aux Conventions de Genève de 1949
1980	Convention sur l'usage des armes classiques
1993	Convention sur les armes chimiques
1995	Protocole relatif aux armes à laser aveuglantes
1996	Révision de la Convention de 1980
1997	Convention sur les mines antipersonnel (Traité d'Ottawa)

NB: Les Traités du Droit de Genève sont inscrits en gras; les instruments du Droit de La Haye sont en forme normale.

* Les Conventions actuellement en vigueur ont remplacé les anciennes Conventions de Genève.

A proprement parler, le "Droit de La Haye" trouve son origine dans la Déclaration de Saint-Pétersbourg, proclamée lors d'une Conférence réunie par Alexandre III, le Tzar de Russie en 1868. La Déclaration interdisait l'usage de balles explosives et énonçait quelques principes de base relatifs à la conduite des hostilités (voir Leçon 4).

En **1899** la "Première Conférence de la Paix" fut réunie aux Pays Bas, à La Haye, par un autre Tzar, Nicolas II. Cette Conférence adopta plusieurs Conventions qui avaient comme but global de limiter les maux de la guerre. Entre autres choses, ces Conventions interdisaient:

- Le lancement de projectiles à partir de ballons;
- L'emploi de gaz asphyxiants;
- L'emploi des balles "dum-dum".

La Conférence fut notamment marquée par l'adoption d'un principe nommé d'après son initiateur, F.Martens, le conseiller juridique du Tzar russe. La "Clause de Martens" énonce que:

" En attendant qu'un code plus complet des lois de la guerre puisse être édicté, les Hautes Parties Contractantes jugent opportun de constater que, dans les cas non compris dans les dispositions réglementaires adoptées par Elles, les populations et les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique."⁴

Un autre succès important de la Conférence de 1899 fut l'extension des règles humanitaires de la Convention de Genève de 1864 aux victimes de conflits maritimes. Cette adaptation est à l'origine de l'actuelle Deuxième Convention de Genève.

En **1906**, la Convention de 1864 qui protégeait les blessés et malades des armées en campagne fut révisée. Bien que la révision étendit la Convention à 33 articles au lieu de 10 dans la version de 1864, les principes fondamentaux sont restés les mêmes.

En **1907**, une deuxième Conférence de la Paix fut réunie à La Haye. A cette occasion, les Conventions de 1899 furent révisées et des règles nouvelles furent introduites. Parmi ces adjonctions figurent une définition des combattants, des règles sur le combat naval, des règles sur les droits et devoirs des puissances neutres et des dispositions concernant les prisonniers de guerre.

En **1925**, en conséquence directe des souffrances endurées pendant la Première Guerre mondiale (1914-1918), un Protocole interdisant l'emploi des gaz fut adopté. Bien qu'adopté à Genève, ce Protocole procède clairement, de par son contenu, du Droit de La Haye.

⁴ Cette "Clause de Martens" fut développée et réaffirmée dans des traités ultérieurs; voir Article 1 paragraphe 2 du Premier Protocole Additionnel de 1977 et le paragraphe 4 du Préambule du Deuxième Protocole Additionnel de 1977.

<p style="text-align: center;">LEÇON 1 TEST DE FIN DE LEÇON</p>

1. Ceux qui créent les règles de DIH sont
 - a. Le CICR
 - b. Les Nations Unies
 - c. Les Etats
 - d. L'opinion publique

 2. Le DIH
 - a. Fait partie du droit international Public
 - b. Est un Droit crée par les Etats
 - c. Est composé de traités et de règles coutumières
 - d. Toutes les réponses ci-dessus

 3. Quelle est la phrase correcte?
 - a. Les règles des Conventions de Genève sont généralement considérées comme du droit coutumier
 - b. Certaines des règles gouvernant la conduite des hostilités et contenues dans le Protocole Additionnel I sont du Droit coutumier
 - c. Les dispositions de la Convention IV de La Haye sont des règles coutumières
 - d. Toutes les réponses ci-dessus

 4. Quelle est la phrase correcte?
 - a. Le DIH existait avant la Convention de Genève de 1864, mais essentiellement en tant que Droit coutumier
 - b. La Convention de Genève de 1864 est considérée comme le premier traité de DIH au sens moderne du mot, puisqu'il contenait des règles destinées à s'appliquer à tous les futurs conflits armés et qu'il était ouvert à l'ensemble des Etats
 - c. Seulement a et b
 - d. Le DIH moderne est né en 1949
-

-
5. Quelle est la phrase correcte?
 - a. Le *Droit de La Haye* est composé de règles régissant la conduite des hostilités et le *Droit de Genève* est composé de règles protégeant les personnes au pouvoir de l'ennemi
 - b. A l'exception de quelques règles contenues dans la deuxième partie de la Quatrième Convention de Genève, toutes les règles des Conventions de 1949 font partie du *Droit de Genève*
 - c. Une partie importante du Protocole additionnel I est composée du *Droit de La Haye*
 - d. Toutes les réponses ci-dessus

 6. Un Etat qui est victime d'une agression a
 - a. Plus de droits que son agresseur selon le DIH
 - b. Moins d'obligations que son agresseur selon le DIH
 - c. Pas d'obligation selon le DIH
 - d. Les mêmes droits et obligations que ceux de l'agresseur

 7. Le *Jus ad bellum*
 - a. Fait partie du DIH
 - b. Est une ancienne expression remplacée par le DIH
 - c. N'a pas d'influence sur l'applicabilité du DIH
 - d. A été remplacé par la Charte des Nations Unies

 8. Le Protocole II de 1977 s'applique aux
 - a. Guerres de libération nationale.
 - b. Conflits armés non-internationaux
 - c. Tensions internes.
 - d. Emeutes dans les territoires occupés

 9. Comparé avec l'Article 3 commun, le Protocole II de 1977
 - a. S'applique dans les mêmes situations.
 - b. Couvre plus de situations.
 - c. Couvre moins de situations
 - d. Aucun des réponses ci-dessus.

 10. L'article 3 commun s'applique aux
 - a. Conflits armés non-internationaux
 - b. Guerres de libération nationale.
 - c. Situations de violence interne
 - d. Agressions.
-

<p style="text-align: center;">LEÇON 1 REPONSES</p>

1. c Les Etats
 2. d Toutes les réponses ci-dessus
 3. d Toutes les réponses ci-dessus
 4. c Seulement a et b
 5. d Toutes les réponses ci-dessus
 6. d Les mêmes droits et obligations que ceux de l'agresseur
 7. c N'a pas d'influence sur l'applicabilité du DIH
 8. b Les conflits armés non-internationaux
 9. c Couvre moins de situations
 10. a Les conflits armés non-internationaux
-